

Délégation départementale des Deux-Sèvres

Niort, le **26 JUIN 2025**

Affaire suivie par : [REDACTED]
[REDACTED]

La directrice de la délégation départementale des
Deux-Sèvres, ARS Nouvelle-Aquitaine

Département des Deux-Sèvres

La Présidente du Conseil Départemental des Deux-
Sèvres

à

PJ : tableau des mesures correctives

[REDACTED] l'EHPAD La croix d'Hervault
13, rue de l'artisanat
79800 Pamproux

Objet : Inspection de l'EHPAD La croix d'Hervault – Visite du 21 octobre 2024

Madame,

Suite à notre courrier en date du 30 décembre 2024, et dans le cadre des dispositions des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, vous n'avez pas été destinataire de vos observations sur le rapport d'inspection et les mesures proposées.

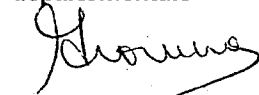
En conséquence, nous maintenons les mesures correctrices consignées dans le tableau en annexe. Nous vous demandons de les mettre en œuvre et de nous en rendre compte à chaque échéance. Celles-ci demandent de votre part des réponses échelonnées selon un calendrier qui s'étend jusqu'à fin 2025.

Conformément à l'ordonnance n°2018-22 du 17 janvier 2018 relative au contrôle de la mise en œuvre des dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, nous vous remercions de communiquer la présente décision aux Président-e-s des Conseils de la Vie Sociale.

Un recours contentieux peut être exercé contre les injonctions et les prescriptions auprès du tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de ce courrier. Ce recours peut également être exercé par voie électronique avec une saisine du tribunal administratif par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

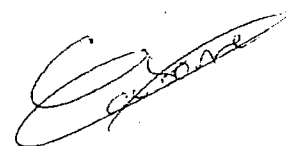
Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

La Directrice de la délégation
départementale


Elvire ARONICA

Pour la Présidente et par délégation,
La Directrice générale adjointe
du Pôle des solidarités

Sophie CARBONNE



Copie : [REDACTED] président du CIAS du Haut Val de Sèvre

Suite à la visite d'inspection du 21 octobre 2024 sur l'IEHPAD La croix d'Hervault à Pamproux, géré par le CIAS du Haut Val de Sèvre

TABEAU DES RECOMMANDATIONS

Injonction : ordre à une personne morale de mettre fin à une non-conformité à des textes juridiques, qui expose l'usager à un risque élevé, immédiat ou permanent. Elles visent à corriger les écarts majeurs. Fondées sur des articles du CASF (L313-14 ou L331-5)

Prescription : non-conformité à des textes juridiques ou des dysfonctionnements n'entraînant néanmoins pas de danger avéré pour la sécurité sanitaire ou la protection des personnes. Elles sont formulées pour corriger des écarts et remarques.

Recommandation : proposition de mesure corrective

Recommandations issues de la visite d'inspection du 21 octobre 2024

| N° | Ecart / Remarque | Qualification | Libellé | Délai de mise en œuvre |
|--------------------------|---|----------------|---|--|
| Management / gouvernance | | | | |
| E1 | Il n'existe pas de Document Unique de Délégation conforme à l'article D312-176-5 du CASF | Prescription | Etablir un Document Unique de Délégation pour la directrice. | 31 mars 2025 |
| E2 | Le Règlement de fonctionnement ne mentionne pas les modalités et date de validation du document, ni les sanctions applicables en cas de non-respect de ce dernier. | Recommandation | Réviser le règlement de fonctionnement en faisant apparaître la date de validation et les sanctions applicables. | Délai préconisé : 30 juin 2025 |
| R1 | L'absence d'organigramme (conforme à la réalité) ne permet pas aux professionnels d'appréhender clairement le positionnement et les missions des professionnels de l'établissement | Recommandation | Transmettre la fiche de poste de la directrice et l'organigramme de l'IEHPAD mentionnant les références hiérarchiques et fonctionnelles et en assurer la diffusion auprès des équipes | Délai préconisé : 31 janvier 2025 |
| Fonctions support | | | | |
| R2 | Le fait que certains postes soignants (AS, AMP, AES) soient occupés par des personnes non diplômées (ASH) ne permet pas la prise en charge et l'accompagnement de qualité qui doivent être assurés au résident en application de l'article D312-155-0 du CASF | Prescription | Poursuivre le déploiement de formations qualifiantes et le recrutement de professionnels qualifiés | Immédiat et à poursuivre dans le temps |
| R3 | Les espaces tant collectifs qu'individuels ne permettent pas de garantir la dignité et la sécurité des résidents, du fait notamment de l'exiguïté des chambres doubles et d'absence de sanitaire dans toutes les chambres (article L311-3 al 1 du CASF). | Recommandation | Mener une réflexion sur le projet de restructuration de l'IEHPAD de Pamproux | Délai préconisé : 31 décembre 2025 |

| Prise en charge | | | | |
|-----------------|--|----------------|---|--|
| R4 | La procédure d'élaboration des PAP et les documents utilisés ne permettent pas la pleine participation des résidents | Recommandation | Revoir le document utilisé et la procédure d'élaboration et d'actualisation des Projets Personnalisés | Délai préconisé : 30 juin 2025 |
| E3 | En ne disposant pas de médecin coordonnateur l'établissement n'est pas conforme à la réglementation (article D 312-156 et D312-158 du CASF) | Prescription | Poursuivre les démarches visant à recruter un médecin coordonnateur | Immédiat et à poursuivre dans le temps |
| E4 | L'absence de DAMRI ne permet pas de prendre en compte le risque infectieux (Art D 312-155-0 Circulaire DGCS/SPA/2016/195 du 15/06/2016 relative à la mise en œuvre du programme national d'actions de prévention des infections associées aux soins dans le secteur médico-social 2016/2018. Evaluation interne EHPAD (Anesm 2012) Thème 6 analyse et maîtrise du risque infectieux) | Prescription | Rédiger le DAMRI | 30 juin 2025 |
| E5 | En l'absence de médecin coordonnateur, l'établissement n'a pas mis en place les commissions gériatriques mentionnées à l'article D312-158 du CASF | Prescription | Mettre en place un espace d'échange avec les professionnels libéraux intervenant au sein de l'EHPAD | 31 décembre 2025 |
| E6 | Les conditions d'accès aux dossiers médicaux ne garantissent pas le respect des dispositions de l'article L110-4 du code de la santé publique relatives au secret médical. | Prescription | Sécuriser l'accès aux dossiers médicaux | Immédiat |
| R5 | Il n'existe pas d'organisation formalisée permettant de garantir l'appropriation des protocoles par les professionnels. | Recommandation | Concourir à l'implication des professionnels dans l'appropriation des procédures/protocoles de l'établissement. | Délai préconisé : 31 mars 2025 |
| R6 | Il n'existe pas de protocoles relatifs aux troubles de la déglutition, à l'hygiène des mains et à la fin de vie | Recommandation | Rédiger les protocoles manquants | Délai préconisé : 31 mars 2025 |